

11/04/2017

## [Des hommes d'influence – Al-Qaïda aurait-il manipulé Donald Trump et les médias américains ? Par Scott Ritter](#)

13

G+1

[Share](#)

Scott Ritter est un ancien officier de renseignement et ancien inspecteur en armement de l'ONU en Irak de 1991 à 1998.

**Source:** [The Huffington Post](#), le 09/04/2017

### ***La responsabilité de l'attaque aux armes chimiques à Khan Cheikhoun est toujours source d'interrogations.***

Il fut un temps où Donald Trump, l'« homme d'affaires new-yorkais devenu président », vociférait en septembre 2013 contre le président Barack Obama à propos de la non intervention militaire américaine contre la Syrie. À cette époque, les États-Unis envisageaient l'utilisation de la force contre la Syrie en riposte aux allégations (désormais largement contestées) que le régime du président Bachar el-Assad avait utilisé des armes chimiques contre des civils de la Ghouta, dans la banlieue de Damas. Trump tweetait alors « avertissement à notre leader très stupide, n'attaquez pas la Syrie, si vous le faites il n'en résultera que du mauvais et les É-U ne retireront rien de ce combat ! »

Le président Obama, en dépit de ses déclarations publiques affirmant qu'il déclencherait une action militaire américaine si la « ligne rouge » de l'utilisation des armes chimiques était franchie, renonça finalement à lancer une offensive. Ce recul était largement fondé sur les avertissements de James Clapper, Directeur du renseignement national, indiquant que les responsabilités de l'utilisation des armes chimiques lors de l'attaque de la Ghouta ne pouvaient être clairement établies.

Le président Obama, lors [d'un entretien en 2016 avec The Atlantic](#), observait : « il y a un manuel à Washington que les présidents sont sensés suivre. C'est un manuel écrit par l'establishment de la diplomatie. Et le manuel prévoit des solutions pour différents événements, et ces solutions tendent à être des solutions militarisées. » Pour Obama, si le « manuel de Washington » peut être utile en temps de crise, il peut également devenir « un piège qui peut mener à des décisions néfastes. »

Sa « ligne rouge » concernant l'utilisation des armes chimiques, combinée avec les discours enflammés de ses plus proches conseillers, dont le secrétaire d'État John Kerry, faisant allusion à une réponse militaire, était l'un de ces pièges. Finalement, le président Obama choisit de reculer, au motif que « larguer des bombes uniquement pour démontrer que l'on est prêt à larguer des bombes est tout simplement la pire raison d'utiliser la force. » Les médias, les Républicains et même des membres de son parti ont condamné Obama pour cette décision.

Toutefois, en novembre 2016, Donald Trump, alors président-élu, renchérisait sur la reculade d'Obama par rapport au « manuel de Washington ». La situation sur le terrain en Syrie a fondamentalement changé depuis 2013. L'État islamique en Irak et en Syrie avait pris le contrôle de larges territoires en Irak et en Syrie, établissant une « capitale » à Raqqa, en Syrie, et proclamant la création d'un califat islamique. Les tentatives américaines pour que le président syrien Assad quitte le pouvoir commençaient à porter leurs fruits, forçant la Russie à intervenir en

septembre 2015 afin de prêter main forte au président assailli.

Trump, en rupture avec les positions dominantes de la plupart des acteurs politiques américains, Républicains comme Démocrates, déclara que les États Unis devaient s'attacher à combattre et vaincre l'État islamique (ÉI) plutôt que de viser à un changement de régime en Syrie. « Pour moi, » déclarait Trump, « on combat la Syrie, alors que la Syrie combat l'ÉI, et il faut se débarrasser de l'ÉI. La Russie est maintenant totalement alignée avec la Syrie, et il y a aussi l'Iran, devenu plus puissant à cause de nous, qui est aussi aligné avec la Syrie... Maintenant nous soutenons les rebelles contre le gouvernement syrien, alors que nous n'avons aucune idée de qui ils sont vraiment. » En outre, pour Trump, compte tenu de la forte présence russe en Syrie, si les États-Unis s'attaquaient à Assad, « nous finirions par combattre les Russes en combattant la Syrie. »

Durant plus de deux mois, la nouvelle administration Trump propageait l'idée que Donald Trump avait, comme son prédécesseur avant lui, balancé le "manuel de Washington" par la fenêtre en ce qui concernait la politique syrienne. Après avoir lancé une série d'ordres de nouveaux déploiements militaires en Syrie et en Irak visant spécifiquement le combat contre l'ÉI, l'administration Trump commença à communiquer sur un changement majeur de politique vis-à-vis du président syrien.

En août 2011, le président Obama déclarait que le changement de régime à Damas était un pré-requis pour l'arrêt de la guerre civile qui faisait rage depuis avril 2011. Pour la première fois depuis cette prise de position, des représentants officiels du gouvernement américain déclaraient que ce n'était plus le cas. "On choisit ses combats," affirmait Nikki Haley, ambassadeur des États-Unis aux Nations Unies, à des journalistes le 30 mars 2017. "C'est-à-dire que l'on change de priorités et notre priorité n'est plus de se focaliser sur l'éviction d'Assad." Les déclarations d'Haley étaient relayées le même jour par le secrétaire d'État Rex Tillerson en visite officielle en Turquie, "Je pense que... l'avenir à long terme du Président Assad sera décidé par le peuple syrien."

Ce nouvel axe politique a duré à peine cinq jours. En début d'après-midi le 4 avril 2017, des images et clips vidéo alarmants commençaient à être diffusés depuis la province syrienne d'Idleb par des activistes anti-gouvernement, dont des membres des "Casques Blancs", une équipe de secouristes bénévoles dont le travail a été filmé dans un documentaire éponyme récompensé par un Oscar. Les images montrent des victimes à divers stades, y compris décédées, victimes selon les activistes d'une exposition à des armes chimiques larguées par les forces aériennes syriennes sur la ville de Khan Cheikhoun le matin même.

Les images de ces morts tragiques ont immédiatement été diffusées par les médias américains, commentés par des experts dénonçant l'horreur et l'atrocité de l'attaque chimique, qui a été presque unanimement attribuée au gouvernement syrien, bien que l'unique preuve fournie provenait d'images et témoignages d'activistes anti-Assad, lesquels dénonçaient le revirement de la politique américaine vis à vis du changement de régime en Syrie quelques jours auparavant. Le président Trump a vu ces images, a été très choqué par ce qu'il a vu, particulièrement celles d'enfants morts et blessés.



**NEW YORK, NY – 5 Avril – L’ambassadrice des États-Unis à l’ONU Nations Nikki montre des photos des victimes de l’attaque chimique. (Photo by Drew Angerer/Getty Images)**

Les images furent utilisées comme exemple dans [un discours enflammé de Haley durant le Conseil de Sécurité](#) du 5 avril 2017, où elle confronta la Russie et menaça d’action militaire américaine unilatérale si le Conseil ne répondait pas aux prétendues attaques chimiques syriennes. “Hier matin, nous avons découvert les images d’enfants la bave aux lèvres, en convulsion, transportés par leurs parents désespérés,” a dit Haley, brandissant deux des images fournies par les activistes anti-Assad. “Nous avons vu des rangées de corps sans vie, certains en couche-culotte... Nous ne pouvons fermer les yeux à ces images. Nous ne pouvons fermer nos esprits à la responsabilité d’agir.” Si le Conseil de Sécurité refuse de prendre des mesures contre le gouvernement syrien, a dit Haley, alors “Il y a des moments dans la vie d’un État où nous sommes contraints à agir par nous-mêmes.”

En 2013, le président Barack Obama fut confronté aux images de civils morts ou blessés, incluant de jeunes enfants, en provenance de Syrie et qui étaient aussi déchirantes que celles exposées par l’ambassadeur Haley. Son secrétaire d’État, John Kerry, avait fait un discours sans passion qui appelait à une action militaire contre la Syrie. Le président Obama a demandé, et reçu, une large gamme d’options militaires de la part de son équipe de sécurité nationale visant le régime du président Assad ; seule l’intervention de James Clapper, et les doutes qui existaient sur la véracité de l’information reliant l’attaque chimique de la Ghouta au gouvernement syrien, ont retenu Obama de donner le feu vert au bombardement.

Comme le président Obama avant lui, le président Trump a demandé à son équipe de sécurité nationale de préparer différentes options pour une intervention militaire. Contrairement à son prédécesseur, Donald Trump n’a pas cherché à faire de pause dans sa prise de décision pour laisser ses services de renseignement enquêter sur ce qui s’était effectivement passé à Khan Cheikhoun. Tout comme Nikki Haley, Donald Trump était guidé par sa réaction viscérale aux images disséminées par les activistes anti-Assad. Dans l’après-midi du 6 avril, alors qu’il se préparait à quitter la Maison-Blanche pour une réunion au sommet avec une délégation conduite par le président chinois Xi Jinping, les mots mystérieux de Trump lui-même en réponse à un journaliste au sujet d’une riposte américaine semblent indiquer que sa décision était déjà prise. « Vous verrez bien, » a-t-il dit avant de s’en aller.

En quelques heures, deux destroyers de la marine des États-Unis ont lancé 59 missiles de croisière avancés Block IV Tomahawk (dont le coût est d'environ 1,41 million de dollars chacun), visant avions, abris blindés, entrepôts de combustibles, approvisionnement en munitions, défenses aériennes et installations de communications à la base aérienne d'al-Chaayrate, située en Syrie centrale. Al-Chaayrate hébergeait deux escadrons de SU-22, des chasseurs-bombardiers de fabrication russe opérés par l'aviation syrienne, le décollage de l'un d'eux depuis al-Chaayrate avait été repéré par les radars américains le matin du 4 avril 2017, et survolait Khan Cheikhoun à peu près au moment où l'attaque chimique se serait produite.

L'objectif de la frappe américaine était double : premièrement, envoyer un message au gouvernement syrien et à ses alliés que, selon le secrétaire d'État Tillerson, « le président est disposé à prendre des mesures décisives lorsque c'est nécessaire, » et en particulier face à des preuves d'une attaque chimique sur laquelle les États-Unis ne pouvaient pas « détourner le regard, fermer les yeux. » L'autre objectif, selon un porte-parole de l'armée américaine, « réduire la capacité du gouvernement syrien à livrer des armes chimiques. »

De plus, la lune de miel politique de l'administration Trump était terminée et elle venait récemment d'annoncer le changement de régime en Syrie. « Il est très, très possible, et, je vais vous dire, c'est déjà arrivé, que mon attitude envers la Syrie et Assad ait beaucoup changé, » a dit le président Trump aux journalistes [avant que les tirs de missiles ne commencent](#). Le secrétaire Tillerson est allé plus loin : « Il semblerait qu'il n'y ait pas de rôle pour lui [Assad] pour qu'il gouverne le peuple syrien. »

Un tel revirement dans les fondamentaux et la stratégie politiques dans un laps de temps aussi court est stupéfiant ; Donald Trump n'a pas juste dévié légèrement de son axe, il a fait un revirement à 180°. La précédente politique de non-ingérence visant à vaincre l'EI et à améliorer les relations avec la Russie a été remplacée par une prise de position résolue pour un changement de régime, un engagement militaire direct avec les forces armées syriennes et une posture conflictuelle vis à vis de la présence militaire russe en Syrie.

Normalement, un changement de politique aussi majeur ne pourrait s'expliquer que par une nouvelle réalité, étayée par des faits vérifiables. La supposée attaque aux armes chimiques contre Khan Cheikhoun n'était pas une nouvelle réalité ; les attaques chimiques en Syrie se sont produites régulièrement, malgré les efforts internationaux pour le désarmement chimique de la Syrie entrepris en 2013 et qui ont joué alors un rôle prépondérant dans la prévention d'une action militaire américaine. Les enquêtes internationales sur ces attaques ont donné des résultats peu probants, certaines étant attribuées au gouvernement syrien (ce que le gouvernement syrien dément farouchement), et la majorité étant attribuées aux combattants du régime, en particulier ceux affiliés au Front al-Nosra, affilié à al-Qaïda.

En outre, il y a une telle confusion sur les responsabilités lors de l'utilisation des armes chimiques en Syrie qu'il semblerait très impulsif de condamner uniquement le gouvernement syrien pour les événements de Khan Cheikhoun sans avoir les résultats d'une enquête officielle. C'est pourtant exactement ce qui s'est produit. Un événement chimique a eu lieu à Khan Cheikhoun, ce qui doit être établi, c'est qui est responsable du déclenchement des armes chimiques qui ont causé la mort d'aussi nombreux civils.

Personne ne conteste le fait qu'un chasseur bombardier SU-22 de l'armée de l'air syrienne a conduit une mission de bombardement contre une cible à Khan Cheikhoun au matin du 4 avril 2017. Les activistes anti-régime à Khan Cheikhoun ont cependant dépeint une armée de l'air syrienne lâchant des bombes chimiques sur une population civile endormie.

Une information cruciale largement absente de la couverture dans les médias grand public est que Khan Cheikhoun est le point de départ pour les djihadistes islamiques au centre du mouvement anti-Assad en Syrie depuis 2011. Jusqu'en février 2017, Khan Cheikhoun était contrôlée par un groupe pro-EI, appelé Liwa al-Aqsa, qui était engagé dans une lutte souvent violente avec son organisation concurrente, le Front al-Nosra (qui s'est transformé par la suite en Tahrir al-Sham, constituant quelle que soit l'appellation la branche d'al-Qaïda en Syrie), pour le contrôle des ressources et de l'influence politique au sein de la population locale.

Le ministre russe de la défense a affirmé que le groupe Liwa al-Aqsa utilisait des installations à l'intérieur et autour de Khan Cheikhoun pour fabriquer des obus chimiques rudimentaires et des mines destinées aux forces de l'EI combattant en Irak. Selon les autorités russes, l'usine d'armes chimiques de Khan Cheikhoun est similaire à d'autres sites découverts par les forces russes et syriennes à la suite de la reconquête des zones d'Alep contrôlées auparavant par les rebelles.

À Alep, les Russes ont découvert des laboratoires militaires sommaires de production d'armes qui permettaient de remplir des obus de mortier et de mines avec un mélange de gaz chloré et de phosphore blanc ; après qu'une enquête méticuleuse a été menée par des spécialistes militaires, les russes ont confié des échantillons de ces armes ainsi que des échantillons de sol prélevés dans des zones touchées par des armes produites dans ces laboratoires à des enquêteurs de l'Organisation pour l'Interdiction des Armes Chimiques, afin qu'un examen plus approfondi soit mené.

Al-Nosra a une longue histoire en terme de confection et d'utilisation d'armes chimiques rudimentaires ; l'attaque chimique de 2013 sur la Ghouta comprenait l'utilisation de gaz Sarin de mauvaise qualité, fabriqué localement, tandis que les attaques sur et autour d'Alep en 2016 employaient un mélange de chlore et de phosphore blanc. Si les conclusions des russes sont correctes, et que le bâtiment bombardé à Khan Cheikhoun au matin du 4 avril 2017 produisait ou permettait le stockage d'armes chimiques, il y a une forte probabilité que des agents

chimiques opérationnels et d'autres contaminants toxiques se soient répandus dans les quartiers environnant, puis se soient répandus plus loin sous l'action des vents dominants.

L'explication alternative proposée par les Russes et les Syriens, cependant, a été minimisée, ridiculisée et ignorée à la fois par les médias américains et par l'administration Trump. De même que l'absence totale de logique des éléments mis en avant pour expliquer pourquoi le président Assad risquerait tant en utilisant des armes chimiques contre une cible n'ayant aucune utilité militaire, à un moment où la balance des forces sur le plan stratégique avait basculé fortement en sa faveur. De la même manière, pourquoi la Russie, qui s'était investie de manière considérable dans le démantèlement de l'arsenal chimique syrien après 2013, serait restée passive pendant que les forces aériennes syriennes menaient une telle attaque, et notamment alors qu'il y avait une forte présence militaire russe sur la base aérienne au moment de l'attaque ?

Une analyse de la sorte semble hors de portée du quatrième pouvoir des États-Unis. Au lieu de cela, les organes de presse tels que CNN prennent pour argent comptant toutes les déclarations faites par les sources officielles américaines, y compris les insinuations particulièrement grotesques sur le fait que la Russie était de connivence avec les attaques chimiques ; la présence mentionnée ci-dessus d'officiers russes sur la base d'al-Chaayrate a été mentionnée comme la preuve que la Russie devait avoir eu connaissance de l'arsenal chimique syrien, et n'avait rien fait pour prévenir l'attaque.

Pour supporter ce non-sens, le public américain et les preneurs de décisions font usage d'une campagne de propagande sophistiquée impliquant des vidéos et des récits fournis par les forces opposantes au régime de Bashar al-Assad, ceci incluant des organisations telles que les "Casques Blancs", l'association médicale américano-syrienne, le centre médiatique d'Alep, qui ont un passif de production d'information biaisée destinée à promouvoir un message anti-Assad (Donald Trump a tout fait sauf admettre que ces images ont joué un rôle majeur dans sa décision de réviser son opinion sur Bashar al-Assad et d'ordonner l'attaque aux missiles sur la base aérienne d'al-Chaayrate).

De nombreux combattants membres de Tahrir al-Sham sont des vétérans de la bataille d'Alep, et en tant que tels sont intimement familiers avec les outils et l'échange de propagande de guerre qui fut menée simultanément au combat physique dans un effort pour influencer l'opinion occidentale dans le sens d'adopter une posture plus agressive en opposition du gouvernement syrien d'Assad. Ces outils ont été amenés pour supporter la promotion d'une contre-histoire au sujet de l'incident chimique de Khan Cheikhoun (ironiquement, beaucoup d'activistes en question, y compris des "Casques Blancs", ont été entraînés et équipés pour des tactiques de manipulation via les réseaux sociaux avec l'argent fourni par les États-Unis ; il n'est très probablement jamais venu à l'esprit du département d'État qui a conçu ce programme que ces techniques finiraient par être utilisées pour manipuler un président américain à réaliser une action de guerre.

Même un entraînement médiatique astucieux, cependant, ne peut dissimuler des inconsistances factuelles basiques. Plus tôt, des médias d'opposition anti-Assad étiquetaient l'incident de Khan Cheikhoun comme une attaque à l'"agent nerveux Sarin" ; un docteur membre d'al-Qaïda a envoyé des images et un commentaire via un réseau social qui documentaient des symptômes, tels que les pupilles dilatées, qu'il diagnostiquait comme provenant de l'exposition à l'agent nerveux Sarin. Le Sarin, cependant, est une substance inodore et incolore, dispersée sous forme de liquide ou vapeur ; les témoins oculaires, eux, parlent d'une "odeur âcre" et de nuages "bleu-jaune", qui indiqueraient plutôt du gaz chlorure.

Et pendant que les médias américains, à l'instar de CNN, ont parlé de munitions "remplies à ras bord" avec l'agent nerveux Sarin qui fut utilisé à Khan Cheikhoun, aucune preuve citée par aucune source ne peut corroborer ces dires. Des images déchirantes de victimes traitées par des "Casques Blancs" ont été citées comme preuve de symptômes de type Sarin, cependant la fiabilité médicale de ces images est en question ; aucune image n'a été prise des victimes sur les lieux de l'attaque. À la place, la vidéo fournie par les "Casques Blancs" montre des procédures de décontamination et autres traitements réalisés à une base des Casques Blancs après que les victimes, mortes ou vivantes, y aient été transportées.

Le manque de vêtements de protection adaptés portés par les "Casques Blancs" pendant le transport des victimes est une autre indication que les agents chimiques en question n'étaient pas du Sarin de qualité militaire ; si c'était le cas, les sauveteurs eux-mêmes seraient devenus victimes (certains témoignages mentionnent ce phénomène, mais il s'est produit sur le site de l'attaque, où les sauveteurs ont été submergés d'une "âcre odeur" chimique – encore une fois, le Sarin est inodore).

Plus de 20 victimes de l'incident de Khan Cheikhoun ont été transportées vers des [hôpitaux turcs](#) ; trois d'entre eux sont morts en cours de route. Selon le ministre de la justice turque, les autopsies pratiquées sur ces corps confirment que la cause du décès était l'exposition à des agents chimiques. L'Organisation Mondiale de la Santé a indiqué que les symptômes des victimes de Khan Cheikhoun correspondent à une exposition avec Sarin et Chlorure. Les médias américains se sont déchaînés contre les déclarations des Turcs et de l'OMS comme "preuve" de l'implication du gouvernement syrien ; cependant, toute exposition avec le mélange chlorure/phosphore blanc associé avec les armes chimiques d'al-Nosra produirait des symptômes similaires.

De plus, si al-Nosra a réutilisé à Khan Cheikhoun le même type de Sarin de mauvaise qualité employé à la Ghouta en 2013, il est hautement probable que les victimes en question affichent des symptômes de type Sarin. Les échantillons sanguins prélevés sur les victimes pourraient fournir une lecture plus précise des composants chimiques impliqués ; de tels échantillons ont prétendument été récoltés par des membres d'al-Nosra et donnés aux investigateurs internationaux (il est stupéfiant qu'une unité d'investigation sérieuse puisse accepter des preuves légales

provenant d'al-Nosra lors d'une investigation où al-Nosra est l'un des deux coupables potentiel, mais c'est précisément ce qui s'est passé). Cependant, l'administration Trump a décidé d'agir avant que ces échantillons puissent être analysés, peut-être par crainte que les résultats ne corroboreraient pas les allégations sous-jacentes de l'emploi du Sarin par l'armée de l'air syrienne.

Les médias grand public américains ont volontairement et ouvertement accepté une version des faits fournie par des membres d'al-Qaïda dont l'usage d'armes chimiques en Syrie et la distorsion et fabrication de "preuves" promouvant les politiques anti-Assad en Occident – ceci incluant le changement de régime – sont bien documentées. Ces médias ont délibérément pris la décision d'endosser la vue d'al-Qaïda au sujet d'une fiction fournie par les autorités gouvernementales russe et syrienne sans aucun effort pour vérifier les faits d'une des versions. Ces actions, cependant, ne semblent pas choquer la conscience du public américain ; quand il s'agit de la Syrie, les médias grand public américains et son audience ont depuis longtemps cédé à la version d'al-Qaïda et autres groupes islamistes anti-régime.

Les véritables coupables sont ici l'administration Trump, et le Président Trump lui-même. La tendance du président à accorder plus de poids à ce qu'il voit à la télévision qu'aux briefings de son département renseignement (briefings auxquels il participe ou pas), son manque de curiosité intellectuelle et de familiarité avec les nuances et la complexité des politiques de sécurité étrangères comme nationale, ont créé des conditions où les images des victimes de Khan Cheikhoun qui ont été répandues par des structures pro al-Nosra (e.g. Al-Qaida) sont en mesure d'influencer des décisions critiques de vie et de mort.

Il n'est pas surprenant que le Président Trump soit susceptible de manipulation aussi peu subtile, étant donnée sa prédilection à rendre les coups sur Twitter pour toute offense perçue ; il est en revanche scandaleux que son équipe de sécurité nationale l'ait laissé être ainsi manipulé, et n'ait rien fait pour influencer l'opinion de Trump ou faire traîner le passage à l'action dans l'attente d'une vérification approfondie des faits. L'histoire montrera que Donald Trump, ses conseillers et les médias américains étaient un peu plus que volontairement dupes d'al-Qaïda et ses membres, dont la manipulation du récit syrien résulta dans un changement de politique majeur qui sert leurs objectifs.

L'autre vainqueur de cette tragique histoire est ISIS, qui tira parti de la frappe américaine contre al-Chaayrate pour lancer une offensive majeure contre les forces du gouvernement syrien autour de la ville de Palmyre (al-Chaayrate a servi de base aérienne principale pour les opérations dans la région de Palmyre). La cassure dans les relations entre la Russie et les États-Unis signifie que, dans un futur proche tout du moins, le type de coordination qui a eu lieu dans le combat contre ISIS est du passé, ce qui ne profite qu'aux combattants d'ISIS. Pour un homme qui a mis une telle emphase sur le fait de combattre ISIS, les actions du Président Trump peuvent uniquement être vues comme une blessure auto-infligée, une sorte d'escadron de tir circulaire, ce qui ressort plus des actions d'un policier de Keystone que du commandant en chef de la nation la plus puissante du monde.

Mais la personne qui pourrait rire le dernier est le président Assad lui-même. Alors que le Pentagone a annoncé qu'il a considérablement dégradé la base aérienne d'al-Chaayrate, avec 58 des 59 missiles atteignant leur cible, la Russie affirme que seulement 23 missiles ont touché ces infrastructures, n'y faisant que des dégâts limités. La piste de décollage est intacte ; en effet, l'après-midi du 7 avril 2017, un bombardier syrien décolla d'al-Chaayrate et vola vers la province d'Idleb où il a attaqué les positions d'al-Nosra près de Khan Cheikhoun.

**Source:** [The Huffington Post](http://www.huffpost.com), le 09/04/2017

Traduit par les lecteurs du site [www.les-crises.fr](http://www.les-crises.fr). Traduction librement reproductible en intégralité, en citant la source.